



Une trajectoire économique heurtée

Joël Ruet

► To cite this version:

Joël Ruet. Une trajectoire économique heurtée. Questions internationales, 2021, L'Inde : une puissance singulière, 106, pp.74-79. hal-03509035

HAL Id: hal-03509035

<https://hal.science/hal-03509035>

Submitted on 29 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

→ **POUR ALLER PLUS LOIN**

Une trajectoire économique heurtée

« L'Inde est plus vaste que le monde » écrivait le prix Nobel de littérature Octavio Paz en se référant à la diversité du pays ¹. La formule pourrait également s'appliquer à l'économie indienne, comme à celle de la plupart des économies-continentales.

Tout autant que sa puissance, la diversité et la complexité de l'économie indienne sont le fruit d'une trajectoire singulière et non linéaire. Cette trajectoire repose sur des modes de régulation entre « élites propriétaires » qui fluctuent au fil du temps. Les résultats économiques du pays soulignent d'incontestables succès mais aussi de nombreuses incertitudes.

Les jalons d'une lutte entre « élites propriétaires »

De nombreux analystes **invoquent** la « libéralisation » de 1991 pour expliquer la situation actuelle de l'économie indienne et les défis auxquels le pays doit faire face. Cette date de rupture souvent mise en avant est toutefois à nuancer. En Inde, la dérégulation a en fait été extrêmement progressive, s'étalant sur près de trente années. Elle n'est à ce jour achevée ni pour le marché du travail, ni dans les secteurs financier ou agricole. Depuis 1991, on assiste en fait surtout à un redéploiement des équilibres entre les élites pour l'exploitation des richesses économiques.

Lors de l'indépendance, en 1947, l'économie indienne voit déjà s'affronter trois forces principales, trois « élites propriétaires » pour reprendre les termes de l'économiste Pranab Bardhan :

- les grandes familles industrielles qui ont grandi à l'ombre de la puissance coloniale britannique et se sont épanouies quand celle-ci a été affaiblie par les deux guerres mondiales ;
- une classe terrienne, soutien du parti indépendantiste du Congrès ;

¹ Poète mexicain, il fut ambassadeur du Mexique en Inde de 1962 à 1968. Octavio Paz [1914-1998], *Lueurs de l'Inde*, Gallimard, Paris, 1997.

– les petites bourgeoisies urbaines formant la base d'un État « socialisant », un terme à prendre davantage au sens de l'investissement public dans les grandes infrastructures qu'en termes de réformes sociales et rurales.

C'est ainsi que, parallèlement à ses réformes, Nehru n'a jamais oublié le « Bombay Plan », une feuille de route économique rédigée par la puissante famille Tata et quelques autres industriels de cette ville. Entre 1969 et 1984, Indira Gandhi mena quant à elle une série de nationalisations partielles, guidée en cela par des motivations d'opportunisme politique. Le retour du monde des affaires, préparé de 1984 à 1991, est ainsi considéré comme une « revanche des élites » sur le peuple. Un des architectes des réformes de 1991, l'économiste Montek Singh Ahluwalia, décrit alors « la continuité prudente des politiques comme un consensus fort pour une réforme faible »² et évoque les mérites d'une « réforme furtive » (*reform by stealth*).

La volonté de la famille Nehru-Gandhi de conserver le contrôle du parti du Congrès sur le pays, la lente et longtemps prudente ascension du parti nationaliste hindou, le BJP (Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien), jusqu'à 2014, expliquent le mode de régulation économique choisi. Il repose sur trois axes n'ayant que peu d'intégration entre eux, qu'elle soit sociologique ou économique.

Tout d'abord, un socle de croissance lente dans un monde rural moins ballotté par le cycle des moussons qu'auparavant mais toujours soumis à ses aléas annuels. Ensuite un monde industriel reposant sur quelques grands groupes anciens qui développent des activités nouvelles liées aux prébendes accordées par l'État ou à ses régulations. Enfin, des industries nouvelles – technologies de l'information, biotechnologies... – qui puisent généralement leurs origines dans les réseaux de la diaspora indienne et qui finissent par avoir des liens territoriaux forts avec les gouvernements des États fédérés ou le gouvernement central ou des politiques d'essor de nouveaux secteurs directement soutenus par l'État.

² Montek Singh Ahluwalia, *Backstage: The Story Behind India's High Growth Years*, Rupa Publications, Delhi, 2020. Cité par Suman Bery, "India and Digital Worldmaking", *Seminar*, n° 731, juillet 2020 (www.india-seminar.com/2020/731/731_books.htm).

L'économie indienne actuelle est donc le résultat évolutif des tractations permanentes qui sont intervenues entre les élites de ces trois secteurs et leur influence sur l'État.

Un développementalisme rural sans inclusion

Dès 1947, la construction par le Premier ministre Jawaharlal Nehru d'un « État développementaliste » s'est accompagnée de l'essor d'une immense corruption. Elle fit dire à son petit-fils, Rajiv Gandhi, Premier ministre de 1984 à 1989, que le peuple touchait à peine un centième de chaque roupie engagée par le budget de l'État.

Le grand dessein économique de Manmohan Singh, Premier ministre de 2004 à 2014, secondé par la Commission au Plan, fut le programme de cent jours de travail garanti en milieu rural qui devait concerner des dizaines de millions de personnes. S'il a connu un certain succès, ce plan n'a pas transformé pour autant en profondeur l'Inde rurale, qui continue de présenter l'un des plus forts taux de pauvreté et d'illettrisme en Asie.

En 2015-2016, le Premier ministre Narendra Modi a voulu lancer à son tour une grande réforme visant à la digitalisation du pays (*digital India*). La mise en place d'une information numérique pour les prix des denrées sur les marchés ruraux devait accompagner la généralisation des modes de paiement électronique pour tous (et au passage une démonétisation brutale des billets de 500 et de 1000 roupies). Supposée lutter contre la corruption et l'économie occulte, cette réforme a surtout contribué dans un premier temps à fortement déstabiliser l'économie rurale. Ses résultats demeurent à ce jour incomplets et très controversés.

L'agriculture demeure au cœur de l'économie indienne. Elle compte, d'une part, majoritairement des paysans sans terre et de nombreuses petites exploitations de subsistance et, d'autre part, des propriétaires fonciers. Le soutien aux prix agricoles, très onéreux pour le budget de l'État, bénéficie surtout à ces derniers, relais politiques convoités lors des campagnes électorales. Récemment, ces petits paysans propriétaires fonciers se sont mués en opposants farouches au gouvernement lorsque, en 2020, N. Modi

a exhorté l'industrie à investir dans les zones rurales, y compris dans le secteur agricole, menaçant ainsi de déplacer l'équilibre existant entre les élites propriétaires.

L'agriculture indienne se déploie dans des milieux naturels de plus en plus dégradés ³. Ainsi, si l'Inde est de nos jours réputée pour augmenter très vite sa capacité de production d'électricité grâce aux énergies renouvelables – tout en maintenant sa production de charbon –, la quasi-totalité du pays est frappée par des pollutions croissantes liées au développement économique. L'espérance de vie des habitants du Nord du pays, plus industrialisé, est ainsi réduite de huit ans par rapport à la moyenne de la population indienne.

La multiplication des projets d'exploitation minière ou l'utilisation intensive des terres gagnées sur les forêts par le défrichement ont repris après que les lois environnementales mises en place par la coalition menée par le parti du Congrès de 2004 à 2014 eurent été détricotées sous la pression des entreprises.

Une « voie hindoue » vers l'autonomie nationale ?

Les petites et moyennes entreprises indiennes contribuent pour un tiers au PIB de l'Inde et pour près de la moitié des exportations du pays. La plupart d'entre elles ne sont cependant que peu soutenues par le secteur financier, qui concentre ses interventions sur la grande industrie. En 2019, lors de la mise en place de nouvelles normes prudentielles par la Banque centrale, il est alors apparu que les banques publiques du pays comptaient plus de 60 milliards de dollars de prêts non productifs.

En 2020, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé un plan de relance de 246 milliards d'euros afin de promouvoir une Inde « autonome » qui développe l'efficacité dans tous ses secteurs économiques. L'accent est mis sur la dynamisation accrue des industries basées sur les technologies, dans

³ Sur les questions d'environnement et de pollutions en Inde, voir dans le présent dossier la contribution de Raphaël Mathevet.

lesquelles l'Inde détient incontestablement un avantage concurrentiel à long terme mais qui aujourd'hui irrigue peu le monde rural.

La politique d'autonomie nationale annoncée par le gouvernement inclut aussi un plan d'aide destiné à renforcer le poids des grandes firmes indiennes sur le marché mondial de l'agro-alimentaire et à « augmenter le chiffre d'affaires total de l'industrie rurale indienne ». On l'aura compris, il s'agit ici de favoriser l'agriculture intensive, tirée vers l'export, et plus encore d'étendre l'industrialisation aux zones rurales.

Le secteur manufacturier non rural est au cœur des dispositifs d'incitation. 24 « secteurs champions » sont censés ajouter 200 000 milliards de roupies (plus de 2 000 milliards d'euros) au PIB manufacturier du pays au cours des dix prochaines années et créer des millions d'emplois. L'objectif est de faire passer la part du secteur manufacturier de 24-26 % à 30 % du PIB.

Ce programme est aussi destiné à compenser les attentes déçues du plan Make in India, adopté en 2014, qui devait attirer les investissements étrangers en Inde. Or, ce plan n'a pas donné les résultats escomptés, notamment en raison des difficultés persistantes pour les étrangers à entreprendre en Inde (fiscalité, bureaucratie, barrières à l'entrée par les entreprises domestiques...).

L'Inde au miroir de la Chine

L'Inde ne cesse de se comparer à la Chine et à son mode de régulation unique qui mobilise l'ensemble du territoire et de la population. Certains dirigeants indiens tentent de relativiser le retard de PIB en rappelant que l'Inde n'aurait que deux décennies de retard sur la Chine en matière de PIB constant par habitant. Toutefois, mesurée en dollars aux prix courants du marché, l'économie chinoise est devenue cinq fois plus puissante que celle de l'Inde ces trente dernières années. Et si l'on observe la plupart des indicateurs de développement socio-économique, incontestablement les habitants des deux pays ne vivent pas aujourd'hui la même période historique.

A la faveur de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et de prises de positions boursières chinoises agressives dans le secteur bancaire indien, le gouvernement Modi a réagi en faisant passer en juillet 2020 une loi interdisant les investissements chinois. L'Inde a aussi décidé de ne pas entrer dans l'accord Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), négocié depuis douze ans et signé par 15 pays asiatiques autour de la Chine en novembre 2020 ⁴. Cet accord de libre-échange concernera pourtant à terme près du tiers de la population mondiale et 30 % du PIB global.

L'Inde a également interdit le 29 juin 2020 ⁵⁹ applications mobiles chinoises à la suite du regain de tensions sur la frontière sino-indienne au Cachemire. La mise en œuvre de cette décision a été orchestrée par les grands entreprises indiennes et les GAFAM américaines (l'acronyme pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) qui sont très impliquées dans la politique de digitalisation lancée par Narendra Modi.

Google a d'ailleurs annoncé au même moment des investissements pour près de 10 milliards de dollars dans l'économie numérique indienne. Sous la présidence de Sundar Pichai, d'origine indienne, Google a précisé que 4,5 milliards de ces 10 milliards de dollars seraient notamment consacrés à une prise de participation dans Jio Platforms, la filiale informatique de la société Reliance Industries (RIL) notoirement proche du gouvernement Modi. Peu auparavant, Facebook avait également investi dans cette même société 5,7 milliards de dollars, avec un *business model* centré sur l'utilisation de l'application WhatsApp, opportunément accélérée par l'interdiction en Inde de WeChat, son rival chinois.

Ces investissements des firmes américaines en Inde sont l'un des signes du retour en force des élites indiennes, qui mobilisent à leur avantage la redynamisation du lien diplomatique entre Washington et Delhi.

Des perspectives en demi-teinte

⁴ Sur le RCEP, voir aussi le point de vue de Pranjal Sharma, « RCEP and India: Between the lines », *Daily Guardian*, 21 novembre 2020 (<https://epaper.thedailyguardian.com/Home/ShareArticle?OrgId=2111d3a5eaac>).

Avec la pandémie de Covid-19 qui frappe durement le pays, le PIB de l'Inde devrait baisser de 10 % en 2020, et ce malgré un rebond au dernier trimestre et des exportations en hausse de 9,2 %. Le PIB indien ne pourra vraisemblablement retrouver son niveau de 2019 qu'en 2022.

Alors que les importations se sont contractées, le solde commercial, structurellement déficitaire pourrait se rééquilibrer en 2020. La demande intérieure affaiblie demeure un élément qui grippe la reprise de la croissance. L'inflation s'est accélérée (+ 7,3 %), et notamment pour les prix alimentaires (+ 8,2 %). Le chômage est lui aussi en augmentation.

Si les réformes de N. Modi n'ont plus rien des réformes « furtives » de ses prédécesseurs, comme dans le passé elles continuent de favoriser telle ou telle catégorie de la société et ne font pas émerger un mode de régulation qui englobe tous les acteurs de l'économie indienne. Pendant ce temps, l'Indienne et l'Indien de la rue s'adaptent toujours et encore...

Joël Ruet *

* Economiste, chargé de recherche CNRS i3-CRG, École polytechnique, CNRS, IP Paris
CRG-Centre de Recherche en Gestion, Institut Interdisciplinaire de l'Innovation